

L'Assemblée nationale auditionne un africaniste d'extrême droite

PAR RÉMI CARAYOL
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 2 MARS 2021

La mission d'information sur l'opération Barkhane auditionne aujourd'hui l'africaniste d'extrême droite Bernard Lugan, référence de nombreux officiers français, en dépit de sa vision raciale du continent africain. Une enquête de la *Revue du Crieur*.



Ce mardi 2 mars, la mission d'information sur l'opération Barkhane, constituée de onze députés, auditionne à huis clos l'historien Bernard Lugan. Cette nouvelle a suscité l'émoi au sein de la communauté des chercheurs spécialistes du Sahel, et plus largement de l'Afrique. Idéologue de l'extrême droite, cet ancien militant de l'Action française, un mouvement royaliste, est très populaire chez les officiers de l'armée française, mais il est considéré comme un imposteur par nombre de ses pairs, qui soulignent régulièrement sa vision « simpliste » du continent et de nombreuses erreurs factuelles.

Depuis le début de ses travaux en novembre 2020, la mission a entendu plusieurs chercheurs. Mais celui-ci est de loin le plus controversé. Les rapporteurs de la mission assument ce choix. « *Nous avons la liberté d'auditionner qui l'on souhaite. M. Lugan a une position extrêmement tranchée sur le sujet, mais nous avons fait le choix de l'exhaustivité. C'est notre rôle d'entendre toutes les voix, on ne voulait pas être taxés de parti pris* », se défend Sereine Mauborgne (LREM).

Bernard Lugan est un familier des casernes. Régulièrement, ce septuagénaire à la silhouette longiligne et au visage rendu sévère par de fines lunettes et une moustache en guidon – de celles

qui, à leurs extrémités, repiquent légèrement vers les joues –, pénètre dans les camps de l'armée française afin d'y prodiguer ses conseils à ceux qui, bientôt, seront envoyés en Afrique. « *Ce que je leur apporte, personne d'autre ne peut le leur apporter* », prétend-il, assurant que sa science permet d'« éviter des morts ». Mais après réflexion, il ne veut pas que cela se sache. Il ne donnera d'ailleurs pas suite à notre entretien téléphonique initial. Déjà banni des écoles militaires, celui qui est rejeté par une partie des africanistes français sait qu'une simple décision des instances politiques pourrait également lui fermer les portes des casernes.

Officiellement, Lugan et l'armée, c'est fini depuis plusieurs années. L'historien a longtemps fréquenté les écoles militaires. Il a dirigé un séminaire au Collège interarmées de défense, a donné des conférences à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et a enseigné dans les prestigieuses écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, où sont notamment formés les futurs officiers de l'armée de terre.

Cette collaboration, ainsi que toutes les autres, fut brutalement interrompue en 2015 sur décision du ministère de la défense, alors dirigé par Jean-Yves Le Drian. Citant le journaliste de *L'Opinion*, Jean-Dominique Merchet, spécialiste des questions militaires, Lugan évoque sur son blog une possible censure à la suite de la publication sur ce même blog, quelques jours plus tôt, d'un article dénonçant la décision de François Hollande d'envoyer un membre du gouvernement en Algérie, à l'occasion de la commémoration du soixante-dixième anniversaire du massacre de Sétif. L'année précédente, Lugan avait déjà reçu l'interdiction de s'exprimer devant les attachés de défense en poste dans une quinzaine de pays africains. Le même Merchet s'étonnait : « *Bernard Lugan fréquente depuis de longues années*

les amphis de l'École militaire et a répondu à de nombreuses invitations de l'institution. Qui feindra de le découvrir aujourd'hui ? »



Bernard Lugan

OSONS DIRE LA VÉRITÉ À L'AFRIQUE

éditions du
ROCHER

Dans le petit monde des spécialistes du continent africain—chercheurs, journalistes, militaires ou diplomates—, Lugan est en effet loin d'être inconnu. Depuis des années, il y occupe une place très particulière. Perçu comme un imposteur par une grande partie des universitaires, il est au contraire considéré comme une référence par bon nombre d'officiers. Aux yeux des premiers, c'est le mouton noir de la profession — il est tout ce qu'ils ne sont pas : monarchiste, défendant les « *bienfaits* » de l'occupation coloniale et développant des thèses qu'ils jugent essentialistes. Selon les seconds, sa parole est d'or — il est, selon eux, le seul à oser dire la vérité sur l'Afrique (c'est d'ailleurs le titre d'un de ses ouvrages), à s'émanciper de l'idéologie marxiste dont les autres chercheurs seraient prisonniers, mais aussi l'un des rares à prendre la défense de l'armée en toutes circonstances.

Né dans l'immédiat après-guerre au Maroc, Lugan n'est pas homme de demi-mesure. Maniant le verbe avec talent et se délectant des joutes oratoires, il est coutumier de formules choquantes qui marquent les esprits. Celui qui se présente comme un « *monarchiste tendance légitimiste* » et qui milite en faveur du rétablissement du duel en matière de diffamation et

d'injure publique, est un adepte de Charles Maurras, qu'il cite régulièrement. Il a d'ailleurs adhéré à l'Action française durant sa jeunesse, notamment lorsqu'il étudiait l'histoire à la faculté de Paris X-Nanterre.

En Mai68, il était « de l'autre côté » des barricades, en charge du service d'ordre du mouvement d'extrême droite à Nanterre. En 2018, à l'occasion du cinquantième anniversaire des événements, il a publié un livre de témoignage. Il y explique notamment qu'il aimait, à l'époque, fredonner avec ses camarades d'extrême droite la « Marche des tirailleurs », un chant militaire consacré aux tirailleurs algériens et tunisiens : « *Les Turcos, les Turcos sont de bons enfants/Mais il ne faut pas qu'on les gêne/Autrement la chose est certaine/Les Turcos deviennent méchants/Ça n'empêche pas les sentiments/Les Turcos, les Turcos sont de bons enfants.* »

Après la fac, en 1972, Lugan part au Rwanda en tant que coopérant afin d'y enseigner l'histoire et la géographie. C'est là que ses pairs ont appris à le connaître... et qu'une partie de sa légende est née. Aujourd'hui encore, le bruit court qu'il se promenait alors en short blanc avec un casque colonial sur la tête. Faux, assure un autre coopérant qui se trouvait au Rwanda à la même époque et qui, ne voulant pas être impliqué dans une nouvelle polémique, a requis l'anonymat : « *Il était le représentant des Français à l'université de Butare. En 1981, le chef de mission [français] voulait le mettre dehors. Il a alors lancé des accusations stupides contre lui, comme cette histoire de casque colonial.* » L'accusation ne sortait cependant pas de nulle part. L'historien développait déjà des idées très contestables sur la colonisation et ses « *bienfaits* ». Il les professera une fois rentré en France.

En 1982, Lugan bénéficie d'une procédure spéciale, qui permet à des anciens coopérants de rejoindre l'enseignement supérieur, et devient maître de conférences à Lyon III, université connue pour abriter un petit groupe d'enseignants engagés à l'extrême droite, parmi lesquels figurent des membres du Grece (Groupement de recherche et d'études

pour la civilisation européenne). Bruno Gollnisch, Pierre Vial, Jean Haudry, Jean Varenne : tous ont enseigné à Lyon III et ont été plus ou moins proches du Front national (FN). L'université est également régulièrement citée pour des agissements négationnistes.

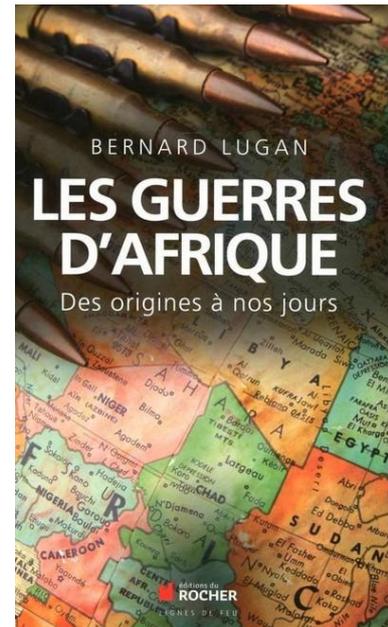
Lugan est comme un poisson dans l'eau dans cet univers fascisant. Au fil des ans, il s'y impose comme une figure incontournable. Dans son rapport consacré au « *racisme et au négationnisme à l'université Jean-Moulin-Lyon III* », commandé en 2001 par Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale, Henry Rousso en parle comme de l'un des « *enseignants les plus controversés et qui ont le plus attiré l'attention* ». Il s'est notamment illustré en faisant entonner à ses étudiants, chaque Mardi gras, un chant des troupes de marine consacré non pas à l'Afrique mais à l'Indochine, « *Quand Jésus-Christ créa la coloniale* », vêtu de l'uniforme de parade du 6^e régiment des lanciers du Bengale, avec couvre-chef et cravache à la main... « *Les officiers se payent les Japonaises/ Tandis que nous, pauvres marsouins fauchés,/ Nous nous payons c'qu'on appelle la terre glaise,/ Spécialité de nos gironis niakoués.* »

« *Ce chant n'est pas un chant militaire, encore moins un hymne de régiment, note le rapport Rousso. C'est une "chanson de popotes" ou un chant de garde. On n'y évoque pas l'honneur des soldats tombés au front mais les libations d'après.* » Le 23 février 1993, l'exercice provoque un esclandre. Lugan avait prévu ce jour-là de faire cours sur la « *chanson comme source auxiliaire de l'Histoire* ». Mais des militants antifas venus de l'extérieur perturbent le cours. L'altercation se termine en bagarre. Dans les semaines qui suivent, la tension monte entre adversaires et partisans de Bernard Lugan, lequel fait surveiller son cours par des militants d'extrême droite qui contrôlent l'entrée et refoulent les indésirables.

Une obsession africaine

Durant sa période lyonnaise, Lugan se fait également un nom au-delà de l'enceinte de la fac. Il multiplie les écrits dans la presse nationaliste (*Minute, National-Hebdo, Présent*) et participe à plusieurs événements

d'extrême droite : une « *causerie sur l'Afrique* » organisée par l'association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain en novembre 1990, un Rassemblement de la piété française organisé dans le village de Charles Martel dans le Lot en 1991... En 1988, il intègre le Conseil scientifique du Front national, créé à l'initiative de Bruno Mégret.



À partir de la fin des années 1980, Lugan publie par ailleurs un grand nombre d'ouvrages consacrés au continent africain qui le font connaître auprès d'un public plus large. En février 1992, *Paris Match* lui accorde un très long entretien dans lequel il explique qu'il vaudrait mieux aider l'Europe de l'Est plutôt que l'Afrique, avant de faire l'apologie de la colonisation – ses routes, ses dispensaires, ses hôpitaux ou encore les milliers d'enfants scolarisés, tout cela dilapidé « *quand le fantastique mouvement de mise en valeur entamé dans les années 1950 a cessé de faire sentir ses effets [...] lorsque l'africanisation des cadres a été achevée* » dans les années 1970. L'historien y délivre quelques-unes des phrases chocs qui ont fait sa réputation. Comme celle-ci : « *Où est le pillage colonial ? Je pense qu'il faut au contraire parler de ruine des nations coloniales* » ; ou celle-là, qui a durablement marqué les esprits et qui exprime une constante de sa réflexion : « *L'Afrique noire a toujours été un continent récepteur et non concepteur.* »

Lugan lance par ailleurs une lettre mensuelle, *L'Afrique réelle*, dont il écrit la plupart des articles et qui gagne très vite un public de fidèles, issus pour la plupart des rangs de l'armée et de son écosystème politique. Le premier numéro, publié en septembre 1993, est consacré à l'Afrique du Sud, l'un des « dadas » de Lugan avec le Rwanda et le Maroc. Il témoigne de sa vision raciale du continent. On peut y lire notamment que les Blancs « *constituèrent durant des décennies le ciment de cette mosaïque raciale que fut l'Afrique du Sud* », et qu'ils ont « *l'antériorité de la présence sur 50 % de l'Afrique du Sud où ils sont arrivés avant les Noirs* » – certes, admet-il, il y avait bien des peuples sur ces terres, mais il ne s'agissait « *que* » de nomades, de « *bandes de chasseurs-cueilleurs qui ne sont pas des Noirs* ».

Pour Lugan, c'est simple : Frederik de Klerk a « *trahi* » son peuple, Mandela « *a tout raté* » et l'apartheid « *n'était pas un suprématisme* » mais un « *ethno-différentialisme* », une séparation « *en toute bonne amitié* ». Bien des années plus tard, en juin 2010, en pleine Coupe du monde de football organisée par l'Afrique du Sud, invité sur iTélé (aujourd'hui CNews), Lugan ira jusqu'à faire l'éloge des bantoustans.

Cette vision caricaturale de l'Afrique du Sud lui a très vite valu des inimitiés parmi ses pairs. En juin 2001, Lugan est promu au titre de maître de conférences hors classe par le conseil d'administration de son université. Lors de la rentrée suivante, un grand nombre d'africanistes, dont certains des plus influents en France (Jean-Pierre Chrétien, Catherine Coquery-Vidrovitch ou encore Jean-Louis Triaud), adressent une pétition au président de l'université et au ministre de l'éducation nationale afin de protester contre cette promotion. « *Cette distinction [...] est susceptible de jeter le discrédit sur l'ensemble des études africanistes en France. En effet, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud, du Maroc ou de l'Afrique des Grands Lacs, les travaux de Bernard Lugan ne sont pas considérés comme scientifiques par la plus grande partie de la communauté universitaire* », estiment les signataires.

Comme le souligne le rapport Rouso, cette pétition montre « *à tout le moins que Bernard Lugan apparaît très isolé dans sa propre communauté scientifique* ».

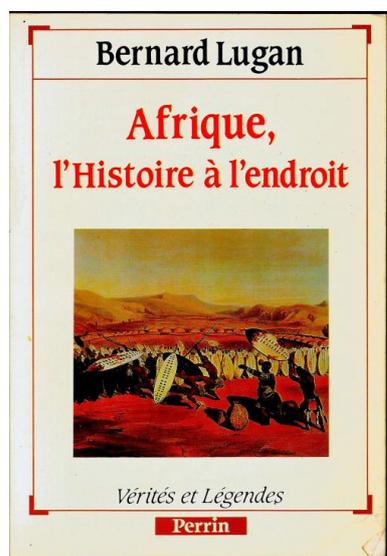


Lugan quitte Lyon III en 2009. Après cela, il publie des ouvrages à un rythme frénétique et poursuit son compagnonnage avec les mouvements d'extrême droite. En août 2013, il participe à une conférence avec Alain Soral, plusieurs fois condamné, notamment pour « *injures raciales ou antisémites* » et « *négationnisme* ». Pendant plus d'une heure, les deux hommes, qui sont d'accord sur tout ou presque, débattent poliment sur l'Afrique.

En 2017, l'historien est présenté comme un membre du Conseil national de la résistance européenne, fondé par Renaud Camus, et qui a pour vocation de « *faire échec au totalitarisme remplaciste* ». Lugan est en outre régulièrement sollicité par l'Action française afin d'évoquer le continent africain dans des conférences. Abonné à ses universités d'été, il signe encore de temps en temps des articles dans le *Journal de l'Action française*. Il écrit également dans *Valeurs actuelles*.

Se présentant comme une victime du système, Lugan est persuadé que son engagement politique est à l'origine de ses déboires avec l'administration française et que les africanistes en sont les principaux responsables. Depuis des années, il dénonce le « *diktat* » de l'africanisme français, « *une discipline militante passée sous le contrôle d'une coterie issue de l'école marxiste, puis postmarxiste* », qui aurait «

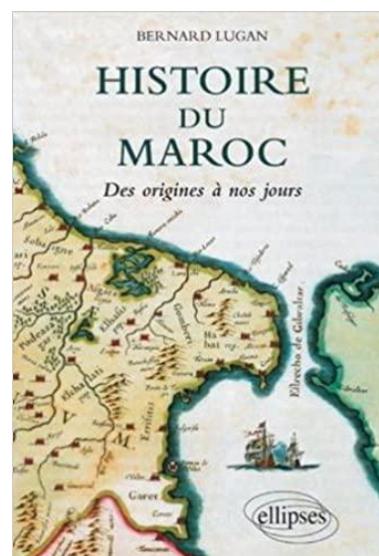
décidé de bannir le fait ethnique » et qui a formaté des générations d'étudiants, ce qui, selon lui, « explique largement les erreurs politiques françaises en Afrique ». Il est vrai que le petit monde des africanistes français a largement été façonné ces dernières décennies par une école de pensée marquée par les luttes décoloniales. Cette mouvance, très forte notamment au sein de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), s'est violemment opposée à Lugan.



La pensée de Lugan pourrait se résumer ainsi : en Afrique, tout est ethnique, les guerres, les conflits, les élections... Il l'a professé à de nombreuses reprises dans sa lettre mensuelle, dans ses ouvrages ou dans des interviews (« *Les hommes de terrain savent qu'en Afrique, la seule réalité, celle qui est la base de tout, est l'ethnisme* »), et a fini par en faire, en quelque sorte, sa marque de fabrique. Pas une de ses conférences, pas un de ses écrits n'aborde les réalités africaines à travers un autre prisme que celui-ci.

Parfois – très rarement –, il lui arrive de complexifier sa pensée, comme lorsqu'il écrit en 2015 : « *Certes, l'ethnie n'explique pas tout, et loin de là, mais rien ne peut être expliqué sans elle.* » Le souci, c'est qu'il ne parle, lui, que de cela. Et qu'il s'en prend à tous ceux qui tentent d'introduire des subtilités dans sa grille de lecture, surtout s'ils sont en lien avec l'armée et menacent donc de marcher sur ses plates-bandes.

En 2018, une polémique l'a opposé à Sonia Le Gouriellec, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem). Dans une tribune intitulée « *L'Afrique est-elle rongée par les guerres ethniques ?* », cette spécialiste de la Corne de l'Afrique démontait l'argumentaire de ceux qui pensent, comme Lugan, que l'« *ethnie tue* » en Afrique : « *Nous ne nions pas l'existence d'« ethnies », au sens d'une « identité » distincte d'un autre groupe. En revanche, il est aisé de démontrer que l'ethnie n'est pas une cause unique de conflit.* » Selon elle, « *la lecture exclusivement ethnique est, en partie, héritière des travaux sur l'anthropologie de la race, élaborée à la fin du XIX^e siècle. Cette littérature refuse de penser le racisme en Afrique comme une idéologie construite politiquement et socialement* ». Et de conclure : « *Il convient de se méfier des explications simplistes et essentialistes où les conflits sont vus comme inhérents aux cultures africaines, déterminés uniquement par les identités.* »



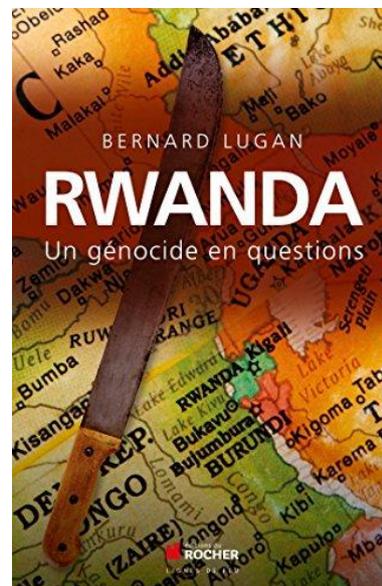
Les contempteurs de Lugan déplorent son « *regard simpliste sur le continent « noir », bien rodé il y a déjà plus d'un siècle et marqué par la tentation de typologies « révélées » à prétention éternelle* ». Ils critiquent sa « *vision globalisante et comme étanche* » du continent africain, « *traité de manière quasi naturaliste, où les contacts passeraient comme de l'eau sur les plumes d'un canard* ». Lugan, qui se plaît à citer régulièrement le maréchal Lyautey – un

monarchiste comme lui, qui disait des Africains : « *Ils ne sont pas inférieurs, ils sont autres* » –, développe des thèses jugées essentialistes par ses pairs, voire racistes. Ainsi affirme-t-il que « *les peuples africains dont les femmes ont le ventre le plus fécond ne sont pas forcément les plus doués pour commander, pour diriger, pour administrer* », ou encore – et ce en dépit de nombreux travaux d'historiens démontrant le contraire – que « *quand l'Afrique sort de son isolement, c'est à des non-Africains qu'elle le doit* ».

Tout cela l'amène naturellement à établir un bilan de la colonisation bien différent de celui de la plupart des historiens. Certes, il sait se montrer critique à l'égard de la politique coloniale, mais sur un point seulement : en accaparant le continent, les Européens ont rendu les faibles forts et les forts faibles, allant ainsi contre les équilibres « naturels » – « *la colonisation brisa les empires car ils lui résistaient, mais elle fut en revanche une bénédiction pour les populations qui leur étaient soumises* », écrit-il.

Pour le reste, la période coloniale a été une « *parenthèse de paix et de prospérité* », un « *âge d'or* » pour l'Afrique – et plus particulièrement pour l'Algérie, un autre de ses « *dadass* ». Après les indépendances, le continent est « *retourné à ses constantes ou même ses déterminismes : famines, guerres tribales, massacres généralisés, etc.* Contrairement à l'idée reçue, aucune malédiction ne s'est abattue sur l'Afrique depuis les indépendances de la décennie 1960. L'Afrique n'a fait que renouer avec son passé ».

L'imposteur des universitaires, la star des militaires



Au-delà du débat de fond, nombre d'africanistes lui reprochent de nombreuses (et parfois grossières) erreurs factuelles qui découleraient de sa prétention à se dire spécialiste de l'ensemble du continent – une « *imposture* », selon l'un d'entre eux. Les universitaires constatent en outre que s'il a publié un grand nombre d'ouvrages, il est en revanche absent des revues scientifiques, dans lesquelles chaque texte est disséqué, commenté et annoté. Mais ce qui irrite les spécialistes de l'Afrique par-dessus tout, c'est sa manie de toujours tout simplifier. « *Lugan ne dit pas que des bêtises, explique une chercheuse. Mais il développe des idées bien trop simplistes. Il nie la complexité.* »

Toulon, le 5 juin 2019. À l'invitation de l'Action française, Lugan donne une conférence sur le Sahel à l'Espace Saint-Paul, dans l'enceinte de la paroisse de l'Immaculée-Conception. Une bonne centaine de personnes, beaucoup d'anciens, quelques jeunes, sont venues écouter religieusement celui qu'elles admirent et auquel elles demanderont des dédicaces de ses livres à l'issue de son exposé.

Cette conférence est un résumé de ce que Lugan professe depuis des années : quelques vérités et des analyses pertinentes, notamment sur l'impasse dans laquelle se trouve l'opération

Barkhane, accompagnées d'une logorrhée aux relents colonialistes et de simplifications affligeantes. Très vite, il en vient à sa grande lubie : les ethnies. « *La question du Mali, c'est le rapport de la population du Nord à la population du Sud, rapport qui date de 3500 ans* », décrète-t-il.

Populations du Sud qui, soit dit en passant, et en dépit de toute vérité historique, « *ont accueilli avec joie les colonisateurs car elles étaient razzées par ceux du Nord* ». Puis vient l'une de ses phrases favorites, celle-là même qui irrite au plus haut point ses pairs : « *Si vous avez compris ça, vous avez tout compris aux guerres du Sahel.* »

Fidèle à ses écrits, il rappelle que le Mali « *n'existe pas* », que l'Algérie française « *est morte en 1870, quand on a mis un gouverneur civil* » à sa tête et que si la colonisation a échoué, c'est « *un parce qu'elle n'a pas duré assez longtemps, deux car elle s'est faite dans le cadre républicain* ». Suivront des prédictions à l'emporte-pièce (« *l'Éthiopie est le seul État africain qui a une chance de se développer* ») et quelques citations qui feront mouche dans la salle, dont celle-ci, attribuée à Édouard Herriot : « *Si on donne le droit de vote aux colonies, la France deviendra une colonie de*

ses colonies. » Le tout accompagné, sur l'écran situé dans son dos, d'une de ses grandes passions : les cartes colorées, aussi grossières que ses prophéties.



Des cartes sans nuances, une grille de lecture binaire, un talent certain pour la vulgarisation et quelques bons mots : ce qui déplaît tant aux universitaires fait le bonheur des officiers. Lorsqu'il s'est fait chasser des écoles militaires, les premiers pensaient avoir enfin obtenu sa tête. L'un d'eux parle d'un « *très fort lobbying* » de leur part afin de l'en évincer et évoque un « *soutien acharné* » apporté par de nombreux officiers à l'historien. Depuis, ces derniers font de la résistance.

Certes, Lugan ne joue plus aucun rôle officiel au sein de l'institution militaire. Mais son influence, elle, demeure. Selon plusieurs bons connaisseurs du milieu, elle est même très importante chez les gradés. Il n'est pas rare, lorsque l'on pénètre dans le bureau d'un officier ou d'un sous-officier, de tomber sur un ou plusieurs de ses ouvrages. Au grand dam de certains enseignants, l'historien est toujours une des sources les plus fréquemment citées dans les mémoires des stagiaires des écoles de guerre, y compris sur des sujets qui lui sont tout à fait étrangers.

Invité récurrent des salons littéraires consacrés à la guerre, Lugan y est reçu comme une star. En juillet 2014, alors que l'on venait de lui interdire de s'exprimer devant les attachés de défense, il avait été plébiscité au festival international du livre

militaire des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, dont il est un habitué. Lugan collectionne en outre les prix littéraires décernés par des associations liées à l'armée. Il est enfin toujours sollicité pour donner des conférences, y compris par des structures directement ou indirectement liées au ministère des armées.

Les gradés lisent sa lettre mensuelle *L'Afrique réelle* avec délectation. Celle-ci sert parfois de référence à certaines réflexions – et pas n'importe où : lorsqu'il commandait l'opération Barkhane entre juillet 2018 et juillet 2019, le général Frédéric Blachon avait pris l'habitude, au quartier général de N'Djamena, de l'imprimer en plusieurs exemplaires, de la distribuer à son équipe et même de s'en servir pour animer les briefings. À la fin de sa mission, le général Blachon a repris le commandement de la 1^{re} division de l'armée de terre à Besançon (commandement qu'il a quitté en juillet dernier). Durant trois ans, il a régulièrement demandé à Lugan d'animer des « formations » sur l'Afrique. Tous les officiers appelés à être déployés en état-major sur le continent, qui passent forcément par Besançon avant leur départ, auraient ainsi eu droit à un « cours » de l'historien.

Un journaliste spécialiste de l'armée, qui a tenu à rester anonyme afin de ne pas froisser certaines de ses sources, énumère les raisons qui le rendent si populaire auprès des officiers : « *C'est un bon vulgarisateur, qui emploie des mots simples, et non le jargon incompréhensible des anthropologues. Sa grille de lecture ethnique est également simple, car simpliste, et cela sied aux militaires, qui ont besoin de faire des choix sur le terrain, or pour cela, il ne faut ni subtilités ni doutes. Enfin, et c'est loin d'être négligeable, il appartient à la même sphère idéologique que beaucoup d'officiers. C'est le lectorat de Valeurs actuelles.* »

Et d'ajouter « *deux éléments qui jouent en sa faveur* » : sa vision nostalgique de l'Algérie française, qui est toujours partagée par de nombreux officiers, et la défense de l'armée française sur le dossier rwandais. Un autre spécialiste de l'armée, ancien journaliste, rappelle que « *les militaires tiennent souvent un discours essentialisant* » à propos de l'Afrique – «

c'est comme ça depuis toujours et ça ne changera pas », arguent-ils – et que Lugan dit « *exactement ce qu'ils veulent entendre* ».

Cette influence interroge. A-t-elle des conséquences concrètes sur la stratégie de l'armée française en Afrique ? Force est de constater qu'au Sahel, c'est sa vision qui semble l'emporter. « *On note que très récemment, l'armée française a adopté une tactique proche de celle utilisée pendant la colonisation : l'enjeu est de trouver des auxiliaires locaux qui soient loyaux et qui fassent une partie du travail*, explique Yvan Guichaoua, un spécialiste du Sahel, enseignant à l'université de Kent, à Bruxelles. *Dans ce cadre-là, la logique classificatoire de Lugan peut être utile : chez lui, les communautés sont ordonnées selon leurs rivalités ancestrales et forment ainsi autant de partenaires ou d'ennemis pour l'effort contre-terroriste. Après, la question est de savoir si Lugan est l'inspirateur de cette stratégie ou bien le symptôme d'une manière de penser.* »

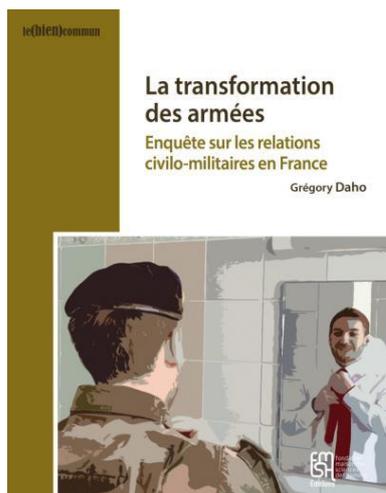
Le journaliste spécialiste de l'armée émet la même hypothèse : « *Lugan entre en résonance parfaite avec la culture coloniale de l'armée française, très forte au sein des troupes de marine. Mais je ne crois pas qu'il en est la cause. Je pense plutôt qu'il en est le produit.* »

Ainsi, lorsque, dans le cadre de l'opération Barkhane, l'armée française coopte des milices locales fondées sur des bases communautaires, se bat à leurs côtés face aux groupes djihadistes actifs au Mali et au Niger, en dépit des accusations d'exactions contre des civils qui les touchent, et contribue à détricoter des équilibres locaux précaires, il n'est pas sûr que Lugan en porte la responsabilité. Certes, c'est exactement ce qu'il défend dans ses écrits.

Mais cette stratégie semble être en réalité le fruit d'un simple recyclage de ce que des officiers de l'armée française avaient mis en œuvre durant la colonisation. « *Les traditions militaires plongent leurs racines dans l'histoire de nos armées. [...] Engagée dans l'opération Barkhane, la France se retrouve sur des territoires qu'elle parcourait déjà au XIX^e siècle, face à des défis similaires [...]. Plus ou moins consciemment, les militaires agissent forts de*

leur culture opérationnelle ancienne », constate Paul Lacombe, stagiaire à l'École de guerre. Quelques-uns des meilleurs spécialistes de la région estiment qu'il s'agit d'une grave erreur d'appréciation. Mais leur avis ne compte pas dans les casernes.

Si Lugan est un produit plus qu'une cause, alors ce qu'il dit de l'évolution de l'armée et de sa vision du continent africain, dans une période où les militaires français s'y battent au quotidien et où les officiers jouent un rôle croissant dans les choix diplomatiques de la France, pose question. L'institution militaire, du moins une partie de son élite, est-elle aveugle au point de ne percevoir, dans les conquêtes coloniales et dans l'idéologie raciste des Européens du XIX^e siècle, que des vérités longtemps interdites par le «politiquement correct» du «tiers-mondisme» et désormais réhabilitées ?

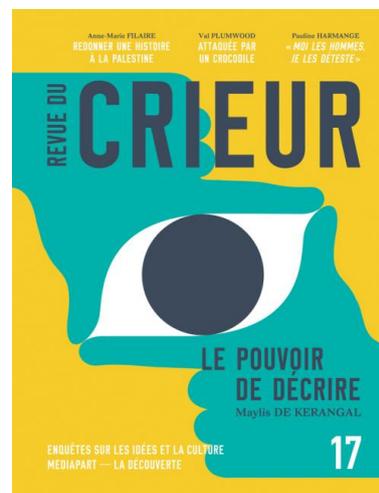


Le sociologue Grégory Dahou, auteur d'une enquête sur la transformation des armées en France, a constaté depuis une dizaine d'années un retour en force des officiers coloniaux tels Hubert Lyautey, Joseph Gallieni ou encore Thomas Bugeaud dans les références de l'armée française. « *Chose nouvelle*

depuis les années 1960,écrit-il, ce patrimoine colonial n'est pas seulement assumé, il est désormais ouvertement revendiqué. Cette réappropriation passe non seulement par la réhabilitation symbolique de quelques "glorieux anciens", mais aussi par la réutilisation des outils de contrôle des populations. »

Évoquant le « très fort taux de reproduction sociale » au sein de l'armée, et plus particulièrement chez les officiers, Dahou ajoute que « l'héritage professionnel se conjugue avec l'héritage familial et plus précisément l'image du père souvent écornée par l'institution militaire au cours des années 1960 ». Alors qu'une partie de l'armée reste attachée à l'Empire, « si riche en souvenirs de carrières brillantes, glorieuses et constructives », Lugan apparaît comme une caution scientifique servant autant à réhabiliter un héritage personnel et professionnel qu'à imposer une certaine lecture du monde d'aujourd'hui.

Boite noire



Cet article est tiré du dernier numéro de la *Revue du Crieur*, coéditée par La Découverte et Mediapart et toujours disponible en librairies et Relay.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.